

Crise permanente du capital et sens du nouveau nationalisme autoritaire au XXIème siècle

Daniel Feldmann

1 - Introduction¹

Dans l'avant-propos intitulé « Anatomie du nouveau libéralisme » à la traduction anglaise de leur ouvrage *Ce Cauchemar qui n'en finit pas. L'étrange victoire. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*², Christian Laval et Pierre Dardot soutiennent la thèse selon laquelle le virage politique mondial actuel marqué par la montée d'un nouveau nationalisme de droite, dont le point de repère fondamental est l'élection de Donald Trump en 2016, mais aussi l'accession récente au pouvoir d'autres dirigeants tels que Matteo Salvini, Viktor Orban, Sebastian Kurz, Rodrigo Duterte et Jair Bolsonaro, s'inscrit dans un cadre plus large et plus général caractérisé par l'imbrication entre néolibéralisme et autoritarisme. Pour Dardot et Laval, « Cette matrice stratégique des transformations économiques et sociales, très proche d'un modèle naturalisé de guerre civile, rencontre une autre tradition, plus authentiquement militaire et policière celle-là, qui fait de la « sécurité nationale » la priorité de tous les objectifs gouvernementaux. Néolibéralisme et sécuritarisme d'État ont fait très tôt bon ménage »³.

Nous chercherons tout au long de ce texte à identifier certaines des causes et conséquences d'une telle imbrication, à partir d'hypothèses et analyses qui seront abordées dans les quatre sections suivantes. En premier lieu (section 2), en nous appuyant sur certaines catégories de la critique de l'économie politique marxienne, nous suggérons que la guerre civile est toujours quelque chose de latent et constitutif de la dynamique capitaliste elle-même, en même temps que nous supposons que les transformations en cours au XXIème siècle ont tendance à éluder les freins qui dans d'autres moments historiques ont pu enrayer ou retenir par l'intermédiaire de l'État et de certaines institutions le déclenchement d'une telle guerre. Ensuite (section 3), en récupérant de manière critique l'importante contribution de Karl Polanyi, nous tentons de montrer que les conditions historiques qui, au XXème siècle (surtout après la Seconde Guerre mondiale), autorisaient certaines formes de limitation et de contrôle

1 L'idée de cet article découle des discussions qui ont eu lieu en 2018 au sein du Groupe d'études sur le néolibéralisme et les alternatives (GENA) du SOPHIAPOL, Unité de recherche en sociologie, philosophie et anthropologie politiques, de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. Je remercie vivement mon amie et collègue professeure de l'Unifesp Virginia Junqueira pour la traduction de cet article ainsi que Memphis Krickeberg et Paul Guillibert pour les relectures.

2 Dardot Pierre & Laval Christian, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, La Découverte, 2016.

3 Dardot Pierre & Laval Christian, « Anatomie du nouveau libéralisme » , *reflexions-echanges-insoumis.org*, 2019, <http://reflexions-echanges-insoumis.org/anatomie-du-nouveau-neoliberalisme/>

social conscient de la sphère économique, sont aujourd'hui dépassées, donnant lieu à une hétéronomie croissante du processus politique et social, ainsi qu'à l'approfondissement substantiel d'un processus d'individualisation et d'atomisation. Tenir compte de ces évolutions s'avère essentiel pour appréhender la conjoncture dans laquelle nous vivons. Dans la section 4, nous affirmons qu'une telle intensification de l'incontrôlabilité et de la désocialisation remplace de plus en plus le spectre de la guerre civile et est indissociable d'un processus de crise permanente et irréversible du capital, processus que nous cherchons à éclairer à travers le concept de « contradiction en procès » présent dans les *Grundrisse*⁴ de Marx. Enfin, dans la section 5, nous essayons de discerner les sens des nouveaux nationalismes autoritaires, en indiquant qu'ils ont en commun de porter à l'extrême et avec efficacité certaines tendances déjà contenues au sein de la dissémination de la dynamique des limites internes du capital et du dévoilement de la rationalité néolibérale.

2 - La modernité capitaliste et le fantôme de la guerre civile

Pour clarifier ce que nous appelons ici le « fantôme de guerre civile » qui hante les sociétés capitalistes en ce XXI^{ème} siècle, nous devons savoir de quel type de guerre nous parlons. Pour ce faire, il est très utile et même nécessaire de procéder à une brève digression initiale qui nous aidera à produire une mise en perspective théorique et historique des termes de cette guerre civile.

La séparation entre ce que l'on a appelé la sphère politique et la sphère économique est un produit de la modernité capitaliste. Après tout, c'est le capitalisme qui, en instituant la généralisation de la marchandise et de la valeur comme forme indirecte de médiation entre individus, produit une telle autonomisation de l'économique dans la mesure où il supprime l'ancienne indistinction de la reproduction de la vie matérielle avec les coutumes, les traditions et les rapports de pouvoir directs et personnels entre individus.

Cependant, une telle scission, dont le résultat est la co-émergence du sujet économique privé jaloux de ses intérêts et plongé dans la concurrence sur les marchés et du sujet politique sous forme du citoyen moderne, doit être appréhendée en tant qu'unité sans laquelle la société capitaliste ne pourrait se développer. Nous ne souhaitons pas traiter en détail les différentes dimensions de cette relation entre les sphères économique et politique (telles que la promotion violente de phases d'accumulation primitive soutenue par l'État, l'État en tant que garant de l'argent, l'État en tant que fournisseur d'infrastructures essentielles à la reproduction capitaliste, l'État en tant que promoteur de l'expansion externe des capitaux nationaux, etc.). Nous ne retenons ici que l'une de ces dimensions, ce qui semble essentiel pour la réflexion contemporaine. L'intériorisation par les individus des impératifs abstraits de valorisation

4 Marx Karl, *Manuscrits de 1857 - 1858 dits "Grundrisse"*, Éditions Sociales, 2011.

du capital génère en soi une dynamique perturbatrice et de potentielle guerre civile. Et ceci non seulement en raison du fait que les rapports sociaux dans le capitalisme doivent apparaître sous la forme de choses comme les marchandises et l'argent. Plus important encore est le fait qu'une sociabilité fétichiste « pure » - c'est-à-dire sans aucune autre forme de médiation sociale - ne pourrait conduire qu'à une logique de destruction et de pure survie. La violence directe de la marchandise sans aucun contrôle mènerait directement à la guerre civile. Sans la constitution d'une sphère politique distincte, ce que Marx a appelé le « saut de la mort » de la marchandise⁵, c'est-à-dire la nécessité impérative de la transformer en argent, de la transposer nue et crue dans l'ensemble des relations humaines, celles-ci seraient tout simplement invivables. Ainsi, la métaphore du « saut mortel » de Marx ouvre la possibilité d'aller au-delà d'une simple métaphore.

C'est dans cette optique qu'il est légitime de considérer l'État-nation et la sphère politique non pas comme un simple rapport d'extériorité à la dynamique du marché et de la concurrence, mais bien plus précisément en tant que structure du lien social qui permet de reproduire cette dynamique. Ainsi, il appartient à l'État non seulement de créer une institutionnalité correspondant à la sociabilité de la marchandise et du capital - loi abstraite, contrats, normes, etc. - ainsi que le rôle d'atténuation du potentiel toujours présent de violence et de conflit généralisé contenu dans la logique concurrentielle. Bien entendu, cela ne nie pas le fait que la violence elle-même sous différentes formes - internes ou externes au cadre de chacun des différents États nationaux - a toujours été une marque décisive de cette même modernité capitaliste. Pour le moment, ce qui nous intéresse avant tout, c'est de suggérer qu'il existe un potentiel de guerre civile et d'explosion qui découle de la forme réifiée instituée par la catégorie de valeur économique qui doit être en quelque sorte contenue, sinon, le chaos et l'incontrôlabilité sociale mettrait en péril la continuité même des conditions de la valorisation infinie du capital en tant que fin en soi. C'est précisément dans le cadre de cette tension constitutive que l'État doit apparaître en tant que régulateur des relations économiques, producteur de contrôle et de contrepoids pour la logique décentralisatrice de la concurrence généralisée, en tant qu'arbitre de certains conflits entre différents intérêts privés, et non des moindres, en tant qu'organisateur de l'intégration - matérielle, institutionnelle et symbolique - de l'espace territorial de la nation.

Il convient de dire que cette même tension constitutive soulève une contradiction morale qui divise aussi la société bourgeoise. Étant donné qu'une telle société réduit le contact entre les êtres humains à une concurrence féroce et permanente, il est

5 « Ce saut de la valeur de la marchandise qui quitte sa chair de marchandise pour s'incarner dans celle de l'or, je l'ai appelé dans un autre ouvrage le salto mortale de la marchandise. S'il rate, ce n'est pas certes la marchandise qui s'écrase au sol, mais bien son possesseur. » in Marx Karl, *Le Capital. Critique de l'économie politique. Livre premier. Le procédé de production du capital*, Quadrige/PUF, 1993, p 120.

nécessaire d'ériger en idéal moral la répression et la retenue de cette agression égoïste déclenchée par la structure sociale elle-même. Comme le souligne Max Horkheimer, pour atténuer et sublimer une telle agressivité, il appartient également à la sphère politique et à l'État d'encourager la diffusion de valeurs opposées à l'individualisme illimité: « La nécessité de la morale idéaliste découle de la situation économique de la bourgeoisie. (...) il a fallu d'amples mesures gouvernementales pour permettre à l'ensemble de la réalité sociale de se reproduire dans la forme donnée. (...) Ainsi, l'une de leurs origines est donc la nécessité pour la société de limiter le principe de la concurrence au cours de la période historique que celui-ci régit »⁶.

D'autre part, et c'est central, la capacité de l'État à résoudre une telle tension constitutive ne peut jamais être illimitée. L'État lui-même est soumis à des impératifs et des restrictions qui lui échappent, qui sont le produit d'une logique tautologique qui empêche souvent toute coordination rationnelle. Pour tenter de mieux aborder cette question, nous renvoyons ici à Jean-Marie Vincent, qui déclare : « Il n'y a pas de discontinuité absolue entre l'accumulation du capital et la production des valeurs propres à l'État, ordre, sécurité, formalisme de l'égalité, mais au contraire discontinuité relative, dialectique subtile de l'exclusion et de l'inclusion. D'un côté, l'État se présente comme la sublimation des relations sociales immédiates, comme s'il renvoyait aux individus de la société capitaliste une socialité dont ils ont été dépossédés. D'un autre côté, il est intimement lié à la socialisation-privatisation de la vie capitaliste »⁷. Vincent souligne le fait que cette socialisation incarnée dans l'État et dans les institutions politiques est en même temps une privatisation, puisqu'elle rétablit également l'atomisme généralisé découlant du fait que les individus ne sont que des supports individualisés d'une dynamique capitaliste qui leur échappe. Les individus sont étroitement liés, mais il s'agit d'une interconnexion centrée sur la concurrence et la confrontation. Ainsi, la même socialisation politique capitaliste qui produit l'unification des individus dans un même cadre social stable constitue la base de la poursuite de leur exclusion et de leur séparation conflictuelle, c'est-à-dire d'une instabilité chronique. Une telle instabilité ne peut tout simplement pas être suspendue indéfiniment. Car l'État ne peut pas bloquer la reproduction fétichiste de la société dans laquelle « l'indépendance réciproque des personnes se complète au sein d'un système omnilatéral de dépendance factuelle »⁸. L'État doit être la médiation politique qui correspond à cette « dépendance réifiée » dont parle Marx, tout comme l'État lui-même ne peut qu'être contraint par elle. Ainsi, au sein de cette dialectique d'unification et de séparation, de socialisation et de privatisation médiatisée par l'État, une dynamique se crée dans laquelle les mesures allant vers un ordre conscient de la reproduction sociale

6 Horkheimer Max, « Contribution à l'anthropologie de l'âge bourgeois » in *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Gallimard, 1974, p.144.

7 Vincent Jean-Marie, *Les mensonges de l'Etat*. Paris, Le Sycomore, 1979, p.39.

8 Marx Karl, *Le Capital. Critique de l'économie politique. Livre premier. Le procès de production du capital*, Quadrige/PUF, 1993, p 122.

ne peuvent jamais abolir le caractère incontrôlable et erratique de cette reproduction. De plus, dans la mesure où, dans le capitalisme, la médiation politique étatique n'est pas une fin en soi, mais plutôt le cadre politique qui permet le développement de la valorisation du capital en tant qu'une fin en soi, l'action de contrôle même de l'État ne peut que préparer de nouvelles situations incontrôlables. L'empressement organisateur et « pacificateur » de l'État l'aide à reconstituer des éléments désorganiseurs, imprévisibles et perturbés. C'est pour cette raison que Vincent critique l'illusion volontariste consistant à « surestimer les possibilités de l'État » et à « lui attribuer des capacités d'intervention bien au-delà des limites que lui assigne la valorisation »⁹. Une telle surestimation de l'État, qui tend à gonfler indûment son autonomie, trouve son origine dans l'extériorisation de la sphère politique vis-à-vis de la société, mais ne comprend pas que cette extériorisation est précisément l'autre face d'une totalité dominée par le mouvement imparable et abstrait du capital. Ainsi, la même totalité qui confère une certaine autonomie à l'État reproduit inlassablement sa subordination et son hétéronomie¹⁰.

Nous pouvons maintenant revenir à notre question initiale. Notre hypothèse est que la nouvelle conjoncture historique serait marquée par une banqueroute grandissante dans ce rôle de balisage, d'ordre, de sublimation de l'égoïsme agressif et de contrôle social et économique relatif exercé par l'État-nation et ses institutions. Nous essayerons de montrer que cette faillite constitue le contexte des nouvelles formes de nationalisme autoritaire qui se sont développées récemment. Dans une conjoncture marquée par la crise du capital, au sein des couples contradictoires dans lesquelles se déploie la tension constitutive de la sociabilité capitaliste - socialisation-individualisation, inclusion-exclusion, unification-séparation, organisation-désorganisation -, nous serions confrontés à une domination croissante du second terme de ces couples. Ainsi, une sociabilité émerge qui se confond de plus en plus avec la logique nue et brute de la marchandise et de la valeur, et se rapproche donc dangereusement d'une guerre civile ouverte. Face à cette image explosive et aux conséquences imprévisibles, la politique et l'activité d'État changent de qualité. Au lieu de proposer d'atténuer et de limiter les violences potentielles, la lutte désocialisante de tous contre tous et la désintégration sociale, il est maintenant question d'assumer de plus en plus ces caractéristiques en tant que réalités cristallisées et de gouverner avec et à travers elles.

⁹ Vincent Jean-Marie, *Les mensonges de l'État*, Le Sycomore, 1979, p.40.

¹⁰ « En même temps, la politique se manifeste comme sa propre négation, comme croissance de l'impuissance dans le jeu de la puissance. Plus précisément, les dispositifs machiniques dont elle se dote finissent par absorber et déformer les impulsions dont elle croit se nourrir et vivifier des confrontations stratégiques et tactiques. Au lieu de vraiment diriger, la politique est dirigée par tous les processus qu'elle est censée prendre en compte et ajuster les uns aux autres. Loin de transcender les automatismes économiques, parce qu'elle en supplée les défaillances, elle finit par en épouser la logique et la dynamique" in Vincent Jean-Marie, *Critique du travail: Le faire et l'agir*, Presses Universitaires de France, 1987, p.91.

3 - La réalité et l'anachronisme de Karl Polanyi

La tension constitutive traitée dans la section précédente ne peut être appréhendée de manière abstraite, c'est-à-dire désincarnée et séparée de la réalité et de l'histoire concrètes. En ce sens, il est très utile de revenir ici à la lecture par Karl Polanyi de la crise du libéralisme du début du XX^{ème} siècle. Cet auteur, partant d'une approche différente de la critique de l'économie politique marxienne, a présenté une lecture d'une qualité et d'une originalité indéniables de la « grande transformation »¹¹ qui marquerait le XX^{ème} siècle, à savoir l'émergence d'institutions qui chercheraient de diverses façons à « recadrer » l'économie à travers certaines formes de contrôle et de limitations de la société.

Un des principaux points abordés par Polanyi dans son livre de 1944 est d'une actualité brûlante : la réduction de toutes les sphères de la vie au mécanisme du marché, la transformation de toutes les activités humaines en un jeu aveugle d'offre et demande serait insoutenable. Pour Polanyi, il ne saurait y avoir de société véritable en ravalant le rapport de l'homme à la nature à une simple affaire de gain pécuniaire, en transformant le travail humain en une simple marchandise qui peut être mis au chômage à tout moment, l'argent n'étant plus un mode d'échange contrôlé par la société, il devient l'objet d'une pure spéculation comme dans un casino¹². La terre, le travail et l'argent seraient pour Polanyi de fausses marchandises, ou des marchandises « fictives » dans sa terminologie, dans le sens qu'elles ne pourraient jamais être autorisées à flotter sur le mode anarchique des marchés déréglementés.

C'est précisément contre cette « mentalité de marché obsolète », selon les termes de Polanyi¹³, cette mentalité absolutiste et intransigeante défendue par ses apologistes, que la société non seulement souhaitait, mais a été obligée de réagir. Les intentions de gain purement économiques, la monétisation totale des activités humaines ne pourraient pas planer librement, car cela pervertirait le sens même de ce que serait la vie commune des individus. Ainsi, le « contre-mouvement » était inévitable, visant à recadrer l'économie fuyant via différentes formes de contrôle social. Il y aurait

11 Polanyi Karl, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1972.

12 Il convient de noter que même un auteur politiquement conservateur et défenseur explicite de la civilisation bourgeoise, mais surtout perspicace comme Schumpeter, est parvenu à des conclusions similaires au sujet des antinomies du libéralisme utilitaire : « aucun système social ne peut fonctionner s'il est exclusivement fondé sur un réseau de libres contrats conclus entre parties contractantes (légalement) égales, chacune de ces parties n'étant, par hypothèse, guidée par rien d'autre que par ses propres fins utilitaires (à court terme). » in Schumpeter Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1983, , p. 404). Sur ce thème, voir aussi Feldmann Daniel, « Utilitarismo e racionalidade em Schumpeter, Keynes e Hayek: uma visão crítica » in *Revista da sociedade brasileira de economia política*, n. 42, 2015.

13 Polanyi Karl, « La mentalité de marché est obsolète ! » in Polanyi Karl, *Essais*, Seuil, 2008.

une répulsion presque automatique, un réel impératif de contestation vis-à-vis de la tentative de réduire le monde aux excès de motivations purement mercantiles.

Par ailleurs, il est fondamental de garder à l'esprit qu'une telle réaction obligatoire de la société était loin de garantir en soi une solution positive et civilisatrice à la question. Après tout, pour Polanyi, le « contre-mouvement » permettrait autant de renforcer un nouveau cadre institutionnel qui réduirait l'atomisme social tout en préservant le bien-être et la liberté des personnes que de relancer l'économie par des institutions politiques et sociales mettant en œuvre une répression accrue, à l'image des régimes fascistes ou dictatoriaux. Au nom de la lutte contre la désocialisation brutale du marché libre, le XX^{ème} siècle produirait de nouvelles formes de société autoritaire, beaucoup plus brutales et barbares que celles qu'on prétendait combattre.

Ce « contre-mouvement » polanyien a toujours été étroitement lié au national. L'invocation du national au XX^{ème} siècle, que ce soit sous la forme directe de nationalismes modernisateurs ou de mécanismes nationaux de coordination et de planification économique et sociale était une constante. L'intégration et la cohésion sociale ont été proposées par le biais de l'État national, alors même que ce dernier affirmait sa raison d'être précisément à travers cette intégration et cette cohésion. Même si, en réalité, cette intégration et cette cohésion, surtout à la périphérie du capitalisme, semblaient fantaisistes, car la dynamique sociale était maintenue par des doses énormes d'exclusion et de violence¹⁴, c'était toujours le « projet national » qui inspirait et légitimait - dans les dictatures et les démocraties, à gauche et à droite - la mobilisation du progrès et la perspective d'un devenir harmonieux devant le défi posé par la modernisation. Pour paraphraser Benedict Anderson, même si les « communautés imaginées »¹⁵ nationales n'existaient dans une certaine mesure que dans l'imaginaire, elles étaient le pilier de l'ordonnement recherché.

Il en découle que l'actualisation de la thèse polanyienne au XXI^{ème} siècle est aujourd'hui traversée par une contradiction flagrante. Ainsi, le « contre-mouvement » paraît profondément présent dans la mesure où la société réagit indéniablement aux effets de la subordination totale et aveugle aux marchés que la dynamique néolibérale cherche à imposer. Il y a des inquiétudes devant la globalisation et la révolte diffuse et transversale dans différents secteurs avec l'intensification de la dynamique sociale perturbatrice actuelle. Cependant, le caractère de ce « contre-mouvement » polanyien par rapport à ce qu'il avait été tout au long du XX^{ème} siècle, a considérablement changé en qualité. Contrairement au passé, des processus qui réussissent à recadrer ou à réintégrer la sphère économique sous le contrôle de la société par ses institutions ne

14 En ce qui concerne la manière dont la modernisation accélérée du Brésil au lendemain de la Seconde Guerre mondiale a eu pour résultat d'alimenter l'exclusion sociale et la violence, il convient de citer Francisco de Oliveira dans sa *Critique de la raison dualiste* du début des années 1970, comme dans la suite de 2003, le texte "Ornithorynque" (Oliveira Francisco de, *Crítica à razão dualista. O ornitorrinco*, Boitempo, 2003).

15 Anderson Benedict, *L'imaginaire national*, La Découverte, 2006.

sont pas en cours. L'insatisfaction généralisée ne peut être mobilisée politiquement - de la gauche à la droite - contre les processus sociaux et économiques qui rétablissent la désocialisation, l'individualisation et la marchandisation en profondeur de la société à une échelle étendue. La terre (entendue ici dans le sens large de l'environnement naturel des activités humaines), le travail et l'argent qui devraient être préservés et coordonnés socialement pour Polanyi, sont justement devenus des objets de dérégulation déracinée, de marchandisation et de spéculation. Ainsi, si on s'appuie sur les propres conceptions de Polanyi, il ressort que le nouveau nationalisme du XXI^{ème} siècle ne peut plus être assimilé aux nationalismes et aux projets nationaux du passé fondés sur l'administration politique et la restriction par la société des « moulins sataniques » du marché¹⁶. Nous avançons ici une thèse qui sera davantage développée plus tard : malgré le rideau de fumée des discours apologétiques qui disent le contraire, les nouveaux nationalismes non seulement ne suppriment pas l'absolutisation des marchés - avec la désintégration et l'anomie sociale qui en sont les corollaires - mais au contraire reproduisent, voire radicalisent, une fois au pouvoir, la réduction de la vie sociale aux motivations économiques et à la concurrence de plus en plus intense entre les individus.

Où se situait donc la limite de la théorisation de Polanyi ? S'il avait raison à notre avis, lorsqu'il soulignait l'impossibilité d'établir des marchés illimités en tant que forme de coexistence stable, il est resté attaché en revanche à une anthropologie transhistorique selon laquelle il serait toujours à la portée des sociétés de subordonner la vie matérielle aux coutumes, aux valeurs et aux pratiques qui remettraient la pratique économique à sa place, c'est-à-dire dans un cadre institutionnel qui empêcherait la déstructuration de la société. Si dans *La grande transformation* Polanyi montre de manière convaincante que les marchés modernes eux-mêmes étaient en grande partie une construction planifiée et instituée par des instances politiques, cela ne signifie pas, en revanche, qu'il sera toujours possible de concevoir une planification dans la direction opposée, dans le sens de l'avènement d'institutions capables de limiter les effets perturbateurs de ces marchés sur la société. Un bref aperçu des processus en cours au XXI^{ème} siècle montre par soi-même que nous sommes loin de tout « contre-mouvement » polanyien, bien au contraire : tant les institutions politiques que les formes de subjectivation tendent à un processus incontrôlable de désocialisation, de souveraineté de la logique mercantile, de l'atomisation des individus et de la destruction des piliers collectifs susceptibles de déclencher ce que l'auteur a appelé le

16 « Les marchés du travail, de la terre et de la monnaie sont sans aucun doute essentiels pour l'économie de marché. Mais aucune société ne pourrait supporter, ne fût-ce que pendant le temps le plus bref, les effets d'un pareil système fondé sur des fictions grossières, si sa substance humaine et naturelle comme son organisation commerciale n'étaient pas protégés contre les ravages de cette fabrique du diable. » Polanyi Karl, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1972, p. 124. C'est précisément cette protection dont parlait Polanyi qui devient impossible en ce XXI^{ème} siècle.

mouvement « d'autoprotection » des sociétés.

À notre avis, il y a dans l'analyse de Polanyi un manque de perception, car la possibilité elle-même de diriger et de façonner par le biais d'institutions et de freiner l'élan dissolvant des marchés et de la monétisation illimitée de la vie (nous y reviendrons plus tard dans la section suivante) doit être historicisée. Surtout depuis que le capital en tant que rapport social s'impose de manière envahissante au monde, en éliminant ou en remodelant partout les vestiges pré-modernes, le caractère et la qualité des sphères sociales, politiques et culturelles ne peuvent être épargnés par la dynamique fétichiste du capitalisme.

Un tel fétichisme, bien sûr, ne doit pas être compris dans le sens d'une subordination simpliste aux automatismes et aux impératifs de la valeur et du capital, comme si les individus étaient presque comme des marionnettes dépourvues de toute agentivité. En effet, la force du fétichisme contemporain réside précisément en grande partie dans une subordination consciente et souhaitée des personnes à une forme de domination abstraite et impersonnelle qui finit par soumettre tout le monde, puisqu'elle domine et limite la portée des initiatives et actions individuelles. Cela nous révèle la pertinence et l'actualité d'un diagnostic de Herbert Marcuse sur les pays développés à la fin des années 1960. Pour cet auteur, il convient de mettre à jour la formulation originale de Marx sur l'analyse des pratiques fétichisées capitalistes. En effet, si ces dernières relèvent d'une société enfermée dans sa propre impuissance et son hétéronomie, elles constituent en même temps le produit d'une adhésion ouverte des individus et sont aussi manifestement gonflées par la culture et les institutions en vigueur¹⁷.

Quoi qu'il en soit, nous pensons que la relecture de l'œuvre de Polanyi, tant par sa force que par ses faiblesses, au-delà de la simple curiosité intellectuelle, peut nous donner des indices précieux pour penser la spécificité du moment présent, précisément à partir d'une recherche sur le blocage d'une réédition du « contre-mouvement » polanyien et du caractère incontrôlable et imprévisible de la conjoncture qui en découle. La lecture des transformations en cours par Wolfgang Streeck constitue certes une contribution précieuse à cet égard, mais non sans inexactitudes comme nous le verrons plus loin. Pour Streeck¹⁸, nous ferions face à la fin du capitalisme, non pas comme une chute soudaine, mais comme un long processus de rupture des conditions

17 À propos des processus fétichistes, Marcuse (1967) affirmera que « Marx pensait qu'ils s'affirment « dans le dos » des individus; dans les sociétés avancées d'aujourd'hui, cela n'est vrai qu'avec d'importantes réserves. Ingénierie sociale, le management scientifique de l'entreprise et des relations humaines, la manipulation des besoins instinctifs sont pratiqués sur le plan des politiques publiques et atteste du degré de conscience au sein de l'aveuglement général. » in Marcuse Herbert, « Aggressiveness in advanced industrial society » , *marxists.org* , <https://www.marxists.org/reference/archive/marcuse/works/aggressiveness.htm>

18 Streeck Wolfgang, « Como vai acabar o capitalismo? O epílogo de um sistema em dismantelo crônico » , *piaui.folha.uol.com*, 2014, <https://piaui.folha.uol.com.br/materia/como-vai-acabar-o-capitalismo/>

qui permettaient historiquement son maintien sans retour possible à celles-ci. Plus précisément, et ici à l'instar de Polanyi, Streeck suggère que non seulement les freins et les limites institutionnelles des marchés déréglementés conféraient un minimum de cohésion sociale au capitalisme, mais dessinaient également les différentes expressions d'opposition au capitalisme qui lui donnaient une grande vitalité. Ce n'est pas par hasard - dans un diagnostic qui ressemble à celui d'Eric Hobsbawm dans son *Âge des extrêmes* - que Streeck rappelle que c'est précisément la force des syndicats, du mouvement ouvrier et de la menace soviétique dans l'après-guerre, combinée aux réglementations keynésiennes et au soutien explicite des investissements publics qui permirent la plus grande phase de croissance du capitalisme. Dans cette perspective, ce seraient les limitations, les menaces et les contraintes extérieures imposées au capital, et même dans une certaine mesure les victoires relatives des travailleurs dans la lutte de classe, qui garantissaient la stabilité et l'ordre social sans lesquels l'accumulation de capital ne pourrait se développer de manière adéquate à long terme.

De nos jours en revanche, dans le cadre de la dynamique néolibérale et hayékienne en cours, le précédent jeu vertueux entre vitalité et opposition aurait pris fin, faisant de la victoire totale apparente du capitalisme la préfiguration de sa fin. Pour Streeck¹⁹, la stagnation économique, la redistribution oligarchique, le pillage du secteur public, la corruption et l'anarchie mondiale seraient les symptômes de cette crise profonde. Et à l'origine de cette crise, le « désordre mondial (...) est aujourd'hui autre chose : le résultat d'une attaque rapide et réussie des marchés contre un large éventail d'institutions et d'acteurs hérités du passé ou construit sur de longues luttes politiques, qui pendant un certain temps ont contenu l'avancée du capitalisme dans des limites socialement acceptables ».

La thèse de Streeck est séduisante et elle a sans aucun doute un pouvoir explicatif pour certains phénomènes contemporains, mais elle laisse des questions cruciales sans réponse. En premier lieu, pourquoi, contrairement au passé, cette attaque des marchés peut-elle être si globale et totalitaire ? Deuxièmement, en rapport avec la question précédente, pourquoi le désordre mondial s'impose-t-il comme norme et évite-t-il des formes de contrôle social conscient qui pourraient en quelque sorte rétablir les freins nécessaires pour replonger le capitalisme dans certains arrangements ? Si, d'une part, Streeck attire à juste titre l'attention sur des aspects fondamentaux du capitalisme actuel - crise économique permanente, concentration de revenus et de richesses, totalitarisme des marchés, anarchie et hétéronomie des actions des individus et des États, etc - en revanche, il ne peut pas nous donner clairement l'explication des causes et de l'historicité de ces mêmes aspects. En d'autres termes, les vertus de l'analyse de Streeck ne l'exemptent pas d'une certaine forme de raisonnement tautologique en expliquant le pouvoir du capital de détruire ses barrières extérieures... par la propre victoire (à la Pyrrhus) du capital et des marchés. Par

¹⁹ *Ibid.*

conséquent, nous suggérons ici un axe d'analyse qui tente de combler les lacunes laissées par Streeck, à la suite des indices de Jean-Marie Vincent indiqués dans la section précédente : le cadre institutionnel des sociétés ne provient pas de « l'extérieur », dans la mesure où il est également conforme aux vicissitudes du but ultime du mode de production actuel soit le mouvement de « valorisation de la valeur » qui est à la base du capital en tant que rapport social. Cela nous amène à rechercher, dans les limites internes de ce rapport social, les motifs et les conséquences du blocage actuel du « contre-mouvement » de Polanyi, ainsi que d'essayer de situer les contours du nouveau nationalisme.

4 - La contradiction en procès au XXIème siècle

L'hétéronomie croissante et l'incapacité flagrante des États nationaux à maintenir un quelconque contrôle de la sphère économique au sens polanyien du terme est un trait frappant des dernières décennies. Le caractère marquant de ce phénomène est d'autant plus intense lorsque nous contrastons notre époque avec le standard mondial de l'après-seconde guerre mondiale durant laquelle le « contre-mouvement » prôné par Polanyi connaissait son apogée. Malgré des différences importantes entre les différentes régions du monde et la rivalité proclamée entre les différents modèles économiques de cette époque, il existait des traits communs, une similitude frappante derrière une rhétorique qui proclamait la différence absolue. Après tout, dans le premier monde avec le modèle fordiste-keynésien, dans le deuxième monde avec le prétendu « socialisme réel » et dans le tiers-monde avec les expériences de modernisation développementaliste, les pratiques de planification, de contrôle et de réglementation soutenues par l'État étaient présentes de façon remarquable. De différentes manières, l'idée que l'on pouvait modeler le développement économique dans un sens donné était présente. Comme le souligne à juste titre Moishe Postone²⁰, le fait que les pratiques et formations structurelles de l'après-guerre aient aujourd'hui largement perdu leur place ne saurait être considéré comme un événement fortuit, produit d'une saisissante contingence historique. L'avalanche néolibérale affirmée irrésistiblement depuis les années 1980 et 1990 ne peut pas non plus être attribuée à une simple offensive des puissants et à une ruse des élites qui, au nom de leurs privilèges et de leur cupidité, auraient consciemment et délibérément trompé et remodelé la société entière à leurs desseins, étouffant toutes les résistances pour établir l'ordre actuel profondément inégalitaire et oligarchique. Cette surestimation de l'agentivité et de la coordination des élites confond non seulement les causes avec les

20 Postone Moishe, « Histoire et impuissance politique : mobilisation de masse et formes contemporaine d'anticapitalisme », *palim-psao.fr*, 2017, <http://www.palim-psao.fr/2017/04/histoire-et-impuissance-politique-mobilisation-de-masse-et-formes-contemporaines-d-anticapitalisme-par-moishe-postone.html>

conséquences des processus en cours, mais laisse également inexplicée la résilience et la profondeur des transformations survenues. Car en réduisant la question à l'éternel problème des rapports de pouvoir et de force, à une configuration hégémonique défavorable censée être éphémère, une partie importante de la gauche - radicale ou modérée - reste attachée à la promesse d'un tournant qui, implicitement ou explicitement, flirte nostalgiquement avec le désir du retour de l'élan conducteur et régulateur de l'État qui est déjà passé et ne peut pas revenir.

En même temps, une telle surévaluation rétrospective de l'arrangement de l'après-guerre dans les trois mondes, néglige le fait que des processus étaient déjà en cours à cette époque, qui se sont retournés contre le « contre-mouvement » polanyien et préparaient déjà d'une certaine manière le retour au « moulin satanique » de l'illimitation des marchés. Que ce soit dans le premier monde avec son alliance tacite entre le capital et le travail qui a inclus de façon relativement favorable les travailleurs dans les circuits de production et de consommation, que ce soit dans le deuxième et le tiers-monde avec leurs efforts de modernisation de rattrapage de leurs économies et de leurs sociétés, il existait déjà un processus dans lequel l'imposition de la logique et des impératifs du capital se généralisait et se renforçait. Nous pensons que la dynamique de modernisation de l'après-guerre, malgré l'esprit dominant de coordination des processus économiques (ou peut-être pour cette raison même) a contribué à universaliser et à approfondir l'élan de la production pour la production, la recherche illimitée d'accumulation, l'internationalisation de la concurrence, le consumérisme en tant que manipulation des désirs, destruction des formes de vie traditionnelles précapitalistes, domination des motivations purement économiques et élection de l'argent et de la forme-valeur en tant que mécanismes tout-puissants de médiation sociale (y compris dans les pays du soi-disant « socialisme réel »). En libérant des forces supposées être sous leur contrôle, les vecteurs de contention et d'administration politique cherchant à ordonner l'intégration et la cohésion des individus au niveau national ont renforcé, intentionnellement ou non, la dynamique de la socialisation fétichiste potentiellement désintégrant et déstabilisatrice que nous avons mentionné ci-dessus en nous appuyant sur Jean-Marie Vincent. Dans le même temps, précisément parce que la domination et la protection des espaces économiques nationaux n'étaient qu'un moyen de préparer les pays et les entreprises à la concurrence internationale, cela contribua à renforcer par la suite l'internationalisation et la reprise des mouvements de capitaux et une concurrence mondiale qui se fit au détriment du cadre stabilisateur que l'État-nation prétendait ou affirmait défendre.

La société néolibérale contemporaine et les institutions qui l'accompagnent n'émergent donc pas comme une rupture totale avec le moment précédent. Les exigences mêmes du processus d'accumulation capitaliste, ainsi que la diffusion incessante de la rationalité instrumentale légitimée par l'idée de modernisation et de progrès omniprésente dans les trois mondes de l'après-guerre, ont largement pavé la voie actuelle sur laquelle nous avançons. Rétrospectivement, nous pouvons affirmer

qu'une sorte d'« astuce de la déraison » du capital est revenue à sa place. Ce faisant, la marge de manœuvre relative et l'horizon d'alternatives et de projets nationaux intégrateurs qui s'ouvraient (ou semblaient s'ouvrir) dans la période d'après-guerre stimulaient une dynamique qui contenait déjà en grande partie les germes de sa propre négation. Ainsi, au-delà des utopies et des projections qui ont marqué et marquent encore la compréhension de cette phase plus étatiste du capitalisme, une grande homogénéisation de la vie autour des critères abstraits de rentabilité et de concurrence était en cours, même si dans une large partie de l'humanité, cela impliquait - et certainement aujourd'hui encore plus - la transformation des individus en « sujets monétaires sans argent » selon l'expression de Robert Kurz²¹.

D'autre part, l'argument que nous avons maintenu jusqu'à présent s'avère toujours insuffisant pour traiter correctement le problème de savoir pourquoi et comment, au cours des dernières décennies, le néolibéralisme s'est irrésistiblement approfondi à tous les niveaux, générant une escalade de l'hétéronomie et un accroissement de la perte de contrôle sur le système-monde capitaliste. Essayons d'avancer sur ce point. S'il est indéniable que la mondialisation commerciale, productive et financière actuelle est un facteur qui sape l'ancienne notion d'espaces économiques nationaux et affaiblit le type de coordination d'État pratiqué autrefois - sans parler du chantage et du veto aux politiques nationales que les « marchés mondiaux » peuvent exercer - ce n'est pas la mondialisation en elle-même qui pourrait expliquer pleinement la signification des processus en cours. Il faut ici forcément incorporer l'existence des limites internes du capital en tant que rapport social. Ou plutôt, nous devons tenir dûment compte du fait que la mondialisation - qui, selon les termes de Marx mentionnés ci-dessus, est devenue une forme immédiate d'interdépendance « réifiée universelle » - interconnecte sous une forme de plus en plus chaotique une totalité traversée par de telles limites. Ces limites sont ici comprises comme la concrétisation de plus en plus visible de l'hypothèse déjà avancée par Marx dans les *Grundrisse* à partir de ce qu'il a appelé la contradiction en procès du capital, c'est-à-dire de sa tendance, du fait de la logique concurrentielle, à transformer le travail vivant en travail obsolète pour la production de richesse matérielle, tandis que le même capital continue à exiger l'extraction de travail vivant comme le présupposé de sa propre valorisation²².

C'est précisément à la jonction entre d'une part l'anachronisme historique de la forme-valeur en tant que présupposé de l'existence matérielle et, d'autre part, les

21 Kurz Robert, *O colapso da modernização: da derrocada do socialismo de caserna à crise da economia mundial*, Paz e Terra, 1993.

22 « Le capital est lui-même la contradiction en tant que processus, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. » in Marx Karl, *Fondements de la critique de l'économie politique [Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie, 1857-1858]*, Anthropos, 1967, tome 2, pages 222-223.

exigences de plus en plus brutales du capital visant à façonner la société à son image que l'on trouve la clé décisive pour la compréhension de l'irrationalité croissante et de l'accélération de la vie contemporaine. La ligne directrice absolue de la valorisation en tant que fin en soi, en subordonnant l'ensemble de la production sociale, dévoile de façon flagrante des paradoxes comme la perspective d'un effondrement écologique face à la possibilité d'une relation harmonieuse avec la nature, la misère face à l'abondance, l'exploitation et la précarité croissantes du travail face au potentiel de sa réduction substantielle, voire son abolition, pour obtenir la plupart des biens nécessaires à la vie. Si les conséquences de la contradiction en procès, qui font de ce que Marx a appelé le « *General Intellect* » - c'est-à-dire la science et la technologie avancée - le facteur décisif de la production, ont déjà été mis en branle avec l'avènement de la troisième révolution industrielle il y a quelques décennies, celles-ci ne tendent qu'à s'intensifier aujourd'hui avec les innovations - en cours ou potentielles - qui accompagnent la quatrième révolution industrielle et ses nouvelles méthodes de production, à l'image de l'industrie 4.0. La réalité d'une crise profonde du travail et des emplois²³, qui tend maintenant à englober des professions encore plus qualifiées et de classe moyenne²⁴, n'échappe pas même aux économistes *mainstream*²⁵.

Par ailleurs, il apparaît, et c'est un constat que l'on discute beaucoup moins, que la crise du travail est aussi la crise du capital lui-même et des médiations qui lui sont associées dont l'État-nation. Étant donné que le moteur du système est la création de plus-value par l'extraction de travail productif, il n'est pas surprenant que le système patine depuis des décennies avec une croissance faible, des crises récurrentes, l'incapacité de reprendre un modèle d'accumulation durable et une contraction substantielle des investissements productifs à long terme. La reproduction systémique du capitalisme elle-même commence à s'enfoncer lorsque, comme le souligne André Gorz, « la production de marchandises (...) est déjà trop étroite et trop économe en travail humain pour permettre à la surabondance de capitaux de se valoriser »²⁶. Ou, autrement dit, en prenant comme valable l'hypothèse avancée par François Chesnais qui reprend les œuvres d'Ernest Mandel et de Robert Kurz, la limite du capital devient

23 Botelho soutenu par les données de l'OIT, souligne qu'actuellement « 63% de la main-d'œuvre mondiale actuelle est au chômage, découragée (ne recherche plus d'emploi) » ou composée « d'employés vulnérables, de travailleurs autonomes, travailleurs sans revenu, membres de coopératives de producteurs, etc. ». Voir Botelho Maurilio Lima, « Crise do trabalho hoje: desenvolvimento tecnológico, instabilidade do emprego e crise do capitalismo » in *Acesso Livre*, n.5, 2016, p.18.

24 Voir à ce sujet une analyse convaincante dans Collins Randall « The end of middle class work: no more escapes. » in Wallerstein Immanuel (dir.), *Does capitalism have a future ?*, Oxford University Press, 2013.

25 Rifkin Jérémy, *La nouvelle société du coût marginal zéro : L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme*, Babel, 2016.

26 Gorz André, *Ecologica*, Éditions Galilée, 2007.

insurmontable « à mesure que la pénurie de plus-value s'enracine, devient structurelle »²⁷.

Le paradoxe suivant apparaît alors : lorsque le capital atteint ses limites, il exige et impose de manière de plus en plus illimitée l'adhésion des individus, des institutions et des États à sa dynamique. Car contrairement à la suggestion de Streeck, la relative autonomie du passé dont disposait la sphère politique pour gérer les processus sociaux et imposer certains contrôles aux aspects les plus perniciose de la logique de marché ne signifiait pas proprement - ou du moins pas principalement - dresser des barrières extérieures au capital. Tout au contraire, cette autonomie a gagné en poids par le rôle même de la sphère politique dans l'établissement et le renforcement de la dynamique expansive de la valorisation du capital, de même que cette dynamique expansive rétroagissait afin d'accroître la marge d'action de la sphère politique. Bien qu'on appelle cela « modernisation » ou « développement », les contrôles étatiques de l'après-seconde guerre mondiale étaient irremplaçables pour garantir certaines conditions essentielles qu'une simple entreprise privée ne souhaitait jamais ou ne pourrait jamais instituer, telles que surmonter certains vestiges sociaux ataviques si nécessaire ; unifier, protéger et consolider les marchés nationaux ; établir l'infrastructure et les différents mécanismes de soutien pour le développement de la production et de la circulation des marchandises ; sans parler de la création, même extrêmement violente, d'un prolétariat dans les régions du capitalisme plus tardif. Nous pensons qu'il est possible, dans une certaine mesure, de renverser la question posée par Streeck à propos de « l'âge d'or » et de la grande croissance économique des « trois mondes » après la Seconde Guerre mondiale. Car ce ne seraient pas tant les oppositions et les limites institutionnelles visant à contrôler le capital qui auraient soutenu son succès au cours de cette période. Au contraire, l'horizon encore présent d'une expansion élargie de l'accumulation de capital - expansion favorisée par les médiations nationales, mais élargissant également la portée et l'ampleur de ces médiations - constituait précisément le principal facteur qui a permis cette modélisation des institutions sur la logique économique.

Or, lorsque les limites internes même du capital sont atteintes, devant la remise en cause de l'expansion systémique qui a suscité par le passé la promesse d'un « progrès » à atteindre avec des pénalités et des sacrifices sévères, quitte à ce que cette

27 D'un point de vue systémique, la croissance relative des emplois dans le secteur des services par rapport aux autres secteurs non seulement ne résout pas le problème, mais tend à l'aggraver. Car s'il est vrai que certaines branches du secteur des services peuvent employer un travail productif - c'est-à-dire un travail productif pour le capital, ce qui crée une plus-value - une grande partie de la main-d'œuvre employée dans ce secteur est improductive, même si elle est nécessaire au circuit du capital, dans la mesure où elle n'exerce ses activités que dans le domaine de la circulation des marchandises, comme dans le cas du commerce, des finances, de la publicité et du marketing, etc. D'où le fait que les capitaux qui emploient une main-d'œuvre non productive ne contribuent pas du tout à créer de la plus-value, alors qu'ils entrent en revanche en conflit avec les autres capitaux pour obtenir de la plus-value.

promesse s'avère frauduleuse, l'effondrement du vieux rôle de l'État devient évident. Ce qui se produit alors est un énorme recul des contrôles possibles autrefois sur la sphère économique. Et comme la crise actuelle n'a pas jusqu'ici fait apparaître une autre forme de sociabilité au-delà du capital et de la marchandise, la manière concrète par laquelle se déroulent les processus sociaux et économiques ne peut être que la subordination directe et sans freins à une concurrence de plus en plus brutale qui déclenche des processus désocialisant et insensibles à tout autre sens et objectif social qui ne soient pas la rentabilité comptable abstraite²⁸.

En d'autres termes, le blocage de la valorisation inscrit dans la contradiction en procès du capital n'implique pas la suspension de la loi de la valeur²⁹. Au contraire, la loi de la valeur devient en réalité de plus en plus implacable, colonisant toutes les institutions et les domaines de la vie justement parce que sa « matière première » se raréfie. Si, comme disait Cervantes, « La meilleure sauce du monde, c'est la faim » l'insatiabilité et l'incontrôlabilité inhérentes au concept même du capital ne peuvent que croître lorsque la possibilité effective de nouveaux fronts durables et pérennes de valorisation se raréfie. Cela ne signifie pas, en revanche, que l'État-nation quitte la scène ou que son importance soit réduite. Il s'agit bien plus d'un changement de qualité et de sens de sa performance : il passe de son ancien rôle de support et de gestionnaire d'une dynamique ascendante - en termes capitalistes bien sûr - à la situation actuelle dans laquelle il s'adapte et cherche à imposer l'adaptation totale de la société aux risques, à l'imprévisibilité et aux aléas résultant d'une crise structurelle sans fin.

Il en découle d'importantes transformations. Une marque indélébile du nationalisme et des projets nationaux d'après-guerre était la conciliation relative et régulée de l'expansion de la valorisation du capital avec l'intégration de ses populations par le travail. L'horizon qui donnait un sens à l'idée même de national était celui d'une société salariale, matérielle, institutionnelle et symboliquement ordonnée par l'État, soit dans la médiation des relations entre capital et travail, soit l'État lui-même en tant qu'employeur privilégié par ses investissements et entreprises. Il existe donc une rupture fondamentale aujourd'hui lorsque le travail ne peut plus apparaître comme le lien qui unit les efforts individuels à un ordre collectif ou national³⁰ et que le fantôme du

28 Sur la diffusion généralisée dans la société contemporaine des normes comptables et des normes abstraites de rentabilité économique, voir Dardot Pierre & Laval Christian, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. L'étrange victoire. Comme le néolibéralisme défait la démocratie*, La Découverte, 2016, en particulier la riche discussion du chapitre « La fabrique du sujet néolibérale ».

29 Cela semble être la thèse, à notre avis erronée, d'André Gorz lui-même ainsi que d'autres auteurs comme Toni Negri. Voir Gorz André, *Ecologica*, Éditions Galilée, 2007.

30 Une dimension cruciale de cette question réside dans le fait que les nouvelles structures productives augmentent les asymétries entre les différentes régions du globe et accélèrent l'avortement de l'utopie du « catching up » de la périphérie capitaliste par rapport au centre. D'une part, les exigences en termes de science, de qualification, de capitalisation et d'infrastructures deviennent très grandes pour les pays périphériques arrivés tard dans la course, sans compter le fait que les technologies sont de plus en plus inaccessibles car monopolisées par la généralisation actuelle des brevets et propriétés

superflu pèse comme une épée à la fois sur ceux qui sont déjà superflus comme sur ceux qui craignent de tomber dans cette condition.

Néanmoins, comme une telle superfluité croissante du travail n'abolit pas sa nécessité pour la vie des individus sous le capitalisme, un conflit de plus en plus sanglant s'installe dans le monde du travail. Un conflit de plus en plus individualisé et dans lequel prolifèrent l'informalité, la rotation grandissante des employés, la flexibilité, le fait de devenir une « entreprise de soi-même », sans parler de la croissance de l'offre de services personnels aux plus fortunés - un symptôme combiné de hausse des inégalités et de manque d'emplois. La rareté d'emplois stables et pérennes ouvre la voie à une soumission sans bornes ainsi qu'au culte de la concurrence. Si bien que, comme le métaphorise Herbert Böttcher, on vit à « pédaler pour maintenir sa position, dans l'escalator en mouvement descendant »³¹. En ce sens, la rationalité néolibérale - inculquée par des gouvernements qui ne cessent d'éliminer les droits et garanties du travail, mais qui est aussi intériorisée par les individus - peut fort bien être lue comme un mode de gouvernement qui correspond à un mécanisme de sélection parfaitement adapté à une conjoncture dans lequel le capital atteint ses limites internes. Le caractère abstrait de cette rationalité, c'est-à-dire le fait d'unifier l'évaluation de chaque individu sur la base du critère unique de la rentabilité quantitative, est dorénavant érigé en mécanisme de sélection et d'exclusion, de récompense et de sanction. L'auto-chosification des individus, leur quête constante d'auto-valorisation - qui trouve dans l'exaltation du concept de « capital humain » son expression parfaite - indique une capture encore plus profonde des personnes par le fétiche du capital. Une dynamique perverse de compensations se produit, dans laquelle, face à l'atrophie de la valeur, on cherche à tout prix à valoriser le « capital humain » individuel, et de la même façon, face à l'hétéronomie de l'escalade et à l'absence de stabilité, on promeut l'apologie de l'autonomie et de l'indépendance des individus³². Les conséquences psychosociales de

intellectuelles. D'autre part, même le « dumping social » mis en œuvre par d'anciens projets nationaux, c'est-à-dire la mise à disposition d'une main-d'œuvre abondante avec de très bas salaires pour poursuivre le cap de la modernisation, devient de plus en plus obsolète, en particulier dans les secteurs clés de l'économie mondiale qui sont précisément ceux qui nécessitent moins de travailleurs. A ce sujet voir aussi Feldmann Daniel, « A crise contemporânea do capitalismo: reflexões a partir de um debate com as abordagens sistêmicas de Arrighi, Fiori e Wallerstein. » in *Economia e Sociedade*, Campinas, 2019.

31 Böttcher Herbert, « Alguma coisa segue seu curso ou: o apito final que ninguém quer ouvir », 2018, http://www.obeco-online.org/herbert_bottcher3.htm

32 Ainsi, la place qu'occupent Internet et les réseaux sociaux dans les nouvelles formes de subjectivation ne peut être aujourd'hui réduite qu'aux développements technologiques. Après tout, ce à quoi les nouveaux canaux numériques donnent forme, c'est simplement le contenu de l'atomisation et de l'abstraction qui correspond à la dynamique de crise même du capital. La publicité directe de soi peut être individualisée sans médiation, en fonction du résultat numérique des goûts et des partages qui permettent de faire connaître et de valoriser son « capital humain ». La centralité de ces canaux numériques pour l'activité politique contemporaine - voir les campagnes de Trump et Bolsonaro - ne peut être interprétée à partir d'un déterminisme technologique. Ici, les réseaux sociaux cèdent le pas à un

cette situation sont profondes. Comme le décrit très bien Jappe, une subjectivation aussi extrême de la valeur dans son moment de crise engendre une alternance dévastatrice de sensations de succès et de pouvoir absolu, avec des sentiments d'échec, d'auto-culpabilisation et de vide absolu³³. Ainsi, si nous relisons la citation de Horkheimer de notre première partie à la lumière du présent, il apparaît non seulement que la dynamique sociale ne peut plus inhiber les aspects les plus perniciose, agressifs et égotistes du « principe de concurrence », mais qu'elle les encourage même délibérément. L'ancienne sublimation qui restreignait ces aspects au moyen d'une morale limitante, qui, même hypocrite et contradictoire, était à la base d'une institutionnalité visant à gérer la tension constitutive de la société bourgeoise, s'est dissoute. Libérée de telles limites, la violence du « saut mortel » de la marchandise, violence toujours latente mais réprimée, tend à transcender son caractère de simple métaphore, libérant les fantômes de la guerre civile.

Christian Laval et Pierre Dardot mobilisent le concept de « subjectivation financière »³⁴ pour penser les conséquences d'une sociabilité dans laquelle les individus incités à se comporter comme s'ils étaient du « capital humain » adoptent pour eux-mêmes la logique du capital porteur d'intérêt et du capital fictif. Car dans la logique du capital humain est ancrée la conviction que chacun peut « valoriser sa valeur » au fil du temps à partir de la simple possession de certains attributs, intériorisant ainsi la logique du capital financier qui paraît se valoriser et produire des fruits par sa simple possession. « Investir en soi-même » dans l'attente d'une rentabilité ultérieure est le discours dominant, même pour ceux qui sont encore des salariés formels et relativement plus stables. Tout comme le concept de capital porteur d'intérêts exprime le fait que « le capital en tant que tel devient marchandise »³⁵, le « capital humain »

processus déjà en train de mettre fin à la politique en tant que mouvement dialogique et en tant qu'espace de discussion de positions contradictoires. Dans la mesure où le succès d'une telle politique numérique réside précisément dans sa capacité quantitative à atteindre le plus grand nombre de personnes rapidement et instantanément, l'idée même de dialogue, la construction collective d'idées et de propositions, la discussion des divergences et même la véracité des faits empiriques eux-mêmes se voient bloquées. Ainsi, la politique est consolidée en tant qu'inversion dans laquelle le virtuel devient réel et le réel devient virtuel.

33« Cette description résumée de la logique de la valeur permet de saisir sa ressemblance avec la logique narcissique. (...) La seule réalité est son moi, un moi qui n'a (presque) pas de qualités propres parce qu'il ne s'est pas enrichi à travers des rapports objectaux, des rapports à l'autre. En même temps, ce moi tente de s'étendre au monde entier, de l'englober et de réduire ce monde à une simple représentation de lui-même, une représentation dont les figures sont inessentiels, passagères et interchangeables. Le monde extérieur - à partir de son propre corps organique - n'a pas plus de consistance pour le narcissique que la valeur d'usage n'a de consistance pour la valeur. Dans les deux cas, il ne peut pas y avoir de rapport pacifié, mais seulement de domination et d'exploitation pour alimenter un appétit vorace. » Jappe Anselm, *La société autophage: Capitalisme, démesure et autodestruction*, La Découverte, 2017, 129.

34 Voir à ce sujet Dardot Pierre & Laval Christian, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. L'étrange victoire. Comme le néolibéralisme défait la démocratie*, La Découverte, 2016, notamment les pages 94 et 107.

35 Marx Karl, *Le Capital. Livre II et III*, Folio, 2013, p. 1669.

exprimerait la situation dans laquelle les individus en tant que tels, et non seulement leur force de travail, sont projetés comme des marchandises.

En outre, comme dans la logique du capital fictif, le « capital humain » est aussi basé sur un processus de valorisation et de dévalorisation fondé sur des attentes et des anticipations toujours changeantes et risquées pour l'avenir. Le concept et l'analyse de Dardot et de Laval ici sont très pertinents, mais nous pensons qu'il est crucial d'y ajouter le fait que, justement à cause du blocage actuel de l'expansion du travail productif et de la valeur, cette subjectivation financière est le corollaire de la dynamique objective du capitalisme contemporain, entièrement fondée sur des paris de moins en moins crédibles sur de telles attentes et anticipations futures. L'hypertrophie de la financiarisation contemporaine, la montée incontrôlable des bulles d'actifs et l'endettement croissant des entreprises, le crédit étendu aux consommateurs - à la fois pour compenser le revenu fragile des ménages et pour créer une demande d'obsolescence programmée des marchandises - n'expriment rien de moins qu'une tentative de fuite en avant compte tenu des limites internes atteintes par le capital. Comme le souligne Chesnais, « la financiarisation est la conséquence et non la cause de la situation de blocage de l'accumulation »³⁶. Néanmoins, comme la montagne de capitaux fictifs qui circule aujourd'hui ne peut être complètement autonome d'une valorisation réelle qui pourrait se produire un jour (quand ?), il s'agit d'une fuite en avant à chaque fois plus précaire et irréaliste, et qui nécessite donc des doses de plus en plus fortes d'un prétendu remède qui ne peut que rendre le système économique toujours plus erratique et explosif.

Ces dernières décennies ont ainsi été marquées par une succession de crises financières de plus en plus brutales, et le FMI lui-même et l'OCDE ont déjà proclamé l'apparition d'une nouvelle crise à venir. De plus en plus, dans les moments très brefs au cours desquels il y a en fait une expansion de l'accumulation de production réelle, il s'avère que cette dernière a tendance à être induite par les bulles immobilières, des actions en bourse ou par le prix de certaines *commodities*³⁷, ainsi que par le crédit accru qui les accompagne. Le terme « capitalisme inversé » de Norbert Trenkle³⁸ décrit bien le

36 Chesnais François, « Les dimensions financières de l'impasse du capitalisme. », *alencontre.org*, 2017, <http://alencontre.org/economie/les-dimensions-financieres-de-limpasse-du-capitalisme-i.html>

37 NDE: « Les *commodities* correspondent aux matières premières telles que l'orge, le blé, l'or, le pétrole et le gaz. Le secteur des matières premières a des conséquences importantes sur d'autres domaines et secteurs. Par exemple, une hausse du prix du blé peut augmenter la famine dans les pays pauvres. Les *commodities* sont échangées sur des marchés au comptant ou des marchés dérivés. Certaines matières premières ont un prix universel qui évolue selon l'offre et la demande, tel le cuivre. D'autres comme le blé ou le pétrole dépendent de la qualité de la production. » Voir « Qu'est-ce que les *commodities* ? » *andlil.com*, 2013, <https://www.andlil.com/definition-de-commodities-132089.html>

38 Trenkle Norbert, « Workout. The crisis of labor and the limits of capitalist society », Keynote Lecture at the International Conference « Rethinking the future of work », 27-28/04/2018, ICUB Research Institute of the University of Bucharest, *krisis.org*, <http://www.krisis.org/2018/workout-the-crisis-of-labor-and-the-limits-of-capitalist-society-text-and-video/>

processus dans lequel ce n'est souvent plus la perspective d'une valorisation productive qui guide la direction de la finance mais plutôt la perspective d'une accumulation financière à court terme par le gonflement artificiel de certains actifs, ce qui finit par donner une impulsion à certains investissements productifs. Le fait qu'une telle logique « inversée » se soit même intensifiée intensément après la grande crise de 2008 révèle qu'elle tend à devenir de plus en plus le *modus operandi* du capitalisme mondial. L'idée que la croissance chinoise et son modèle économique particulier pourraient contredire une telle logique n'est pas étayée par les faits. Au contraire, il s'agit bien plus d'une exception qui confirme la règle. S'il est indéniable, d'une part, que la Chine est devenue au cours des dernières décennies une énorme usine de biens et de plus-value pour le capitalisme mondial, sa propre expansion des exportations a été largement conditionnée par la demande provenant de la croissance exponentielle du crédit et de « l'effet de richesse » des bulles immobilières et des actifs provenant du reste du monde, en particulier des États-Unis³⁹. En fait, la fonctionnalité de l'intégration de la Chine dans le « système-monde » capitaliste, en plus d'atténuer provisoirement les difficultés de valorisation du capital productif et de provoquer des booms de matières premières dans les pays périphériques pendant un certain temps, consistait à faire en sorte que l'alignement de ses soldes commerciaux sur les obligations américaines aide les États-Unis à rester le principal moteur de l'économie mondiale grâce à sa création démesurée de capital fictif. Ainsi, l'exception chinoise n'a pas manqué d'être la confirmation d'une règle plus générale dictée par la dynamique de la contradiction en procès du capital. En réalité, cette règle ne manque pas de se manifester aujourd'hui dans la dynamique interne de l'économie chinoise, dont le prolétariat industriel est déjà en déclin absolu au milieu de la plus grande robotisation du monde et dont la croissance économique - même si elle dépasse de loin la moyenne mondiale - dépend de plus en plus de la dynamique d'un endettement intense et d'une bulle immobilière sans précédent qui ne pourra pas durer sans chocs futurs.

C'est dans ce contexte intrinsèquement fragile que l'économie mondiale se reproduit. L'augmentation incontrôlable des dettes publiques et la crise fiscale de l'État sont à la fois les causes et les conséquences de l'architecture de château de cartes dans laquelle le capitalisme est aujourd'hui pris au piège. En premier lieu, sans fronts de valorisation productive durable, l'État - qui ne crée pas de valeur par lui-même - voit sa source de ressources érodée. En même temps, compte tenu de la dynamique « inversée » du capitalisme, la socialisation récurrente des pertes afin d'éviter une dévalorisation dévastatrice du capital accumulé devient le seul moyen de retarder un blocage total de la machine économique. Dans le même sens, il faut comprendre que les pressions en faveur d'exemptions fiscales pour les capitalistes à l'image de celles récemment entreprises par le gouvernement Trump visent moins à la récupération directe des investissements productifs que de gonfler davantage - ou du moins d'éviter

39 Brenner Robert, *O Boom e a Bolha: Os Estados Unidos na Economia Mundial*, Record, 2003, p.264.

l'effondrement de - l'accumulation fictive des entreprises⁴⁰.

L'injustice sociale flagrante de ce favoritisme envers les minorités privilégiées qui en découle devient encore plus cruelle dans la mesure où, pour faire face à cette dynamique, l'austérité atteint pleinement les services publics et les biens publics à usage collectif. Austérité sélective et élitiste, mais reflétant en même temps une contradiction insoluble, à savoir le fait que, en même temps que les États sont appelés à dépenser ou abdiquer des ressources pour que l'accumulation fictive continue, la croissance de l'endettement de l'État menace la crédibilité du dernier « refuge » jusqu'à présent de cette même accumulation, à savoir les titres publics nationaux. Les craintes grandissantes qu'une nouvelle crise mondiale majeure ne puisse plus être apaisée par le soutien de l'État - ou du moins pas avec l'intensité nécessaire manifestée après la crise de 2008, car les taux d'intérêt sont déjà trop bas dans les principales économies et une nouvelle expansion générale de la dette publique s'avère téméraire - pèsent comme une menace sérieuse sur les différentes devises et la richesse qui y est associée. La confiance même dans le dollar en tant que pivot permanent et infaillible du système financier mondial s'est érodée, sans parler du fait qu'en raison des divisions géopolitiques actuelles, il est pratiquement impossible que se reproduisent des actions coordonnées au niveau international entre gouvernements comme celles qui ont été déclenchées en réponse à la crise de 2008. En tout état de cause, l'absence de toute base crédible pour penser le long terme, pousse les décisions capitalistes et les États nationaux vers un court-termisme profondément enraciné⁴¹.

Il n'est pas surprenant non plus que le rétrécissement de la valorisation productive posé par la contradiction en procès du capital au XXI^{ème} siècle accentue les mécanismes d'expropriation qui ne font que redistribuer une richesse existante - conformément à ce que David Harvey appelle « l'accumulation par dépossession »⁴² - c'est-à-dire la privatisation, les acquisitions prédatrices d'entreprises, l'expropriation et la spéculation immobilière et foncière, la monopolisation de la propriété intellectuelle

40 Voir à ce sujet Chesnais François, « Etats-Unis. Les vantardises de Trump. Or, une nouvelle crise financière guette » , *alencontre.org*, 2018, <https://alencontre.org/ameriques/americonord/usa/etats-unis-les-vantardises-de-trump-or-une-nouvelle-crise-financiere-guette.html>

41 Cette dimension est cruciale pour comprendre le caractère éphémère de ce que l'on a appelé - non sans une grande distorsion du modèle original - les expériences de développement en Amérique du Sud. Si, dès 1994, Roberto Schwarz avait déjà déclaré que « le nationalisme développementaliste était devenu une idée vide, ou mieux, une idée pour laquelle il n'y avait pas d'argent », un essai développementaliste ne pouvait s'insinuer que de manière précaire en ce début de XXI^{ème} siècle car, précisément au cours d'un bref moment de valorisation artificielle globale du capital fictif lors de la dernière décennie, l'argent - dollars américains notamment - affluait. Quelles que soient les intentions des dirigeants et des partisans du retour au développementalisme, le fait même qu'il soit totalement dépendant du climat spéculatif et court-termiste du capital international, indique qu'un tel élan de « projet national » trahissait déjà son propre concept. Voir aussi à ce propos Feldmann Daniel Augusto, « Impasse brasileiro: o desmonte como projeto », *Nuestra America XXI. Grupo de trabalho CLACSO. Crisis y Economía Mundial*, 2017, <http://rebellion.org/docs/227823.pdf>

42 Harvey David, *Le nouvel impérialisme*, Les Praires Ordinaires, 2010.

et des *commodities*, sans parler de la corruption systémique.

5 - Les sens du nouveau nationalisme

Compte tenu de la faillite du national en tant qu'instrument de contrôle social conscient de la logique du marché et de soutien du « contre-mouvement polanyien », la croissance des nouveaux nationalismes pourrait apparaître à première vue comme un étrange anachronisme, comme une sorte d'atavisme qui, malgré tout, continue de façon fantasmagorique en produisant ses effets de sens et en se conformant à une certaine logique sociale. La piste n'est pas tout à fait fausse, tant il est clair que le recours au passé devient actuel et vivant justement parce que l'avenir semble bloqué. La sociabilité qui correspond à l'approfondissement de la contradiction en procès du capital exige la répétition accélérée et la subordination de plus en plus aiguë à un présent qui s'effondre davantage, au même stade où la sphère politique - qui portait toujours en elle une vision ou un espoir pour l'avenir - est amputée des moyens qui pourraient transformer de manière substantielle ce même moment présent. Nous suggérons que c'est sous cet angle qu'il est possible de mieux comprendre pourquoi la mobilisation de l'idée de nation retrouve autant d'importance.

Certes, le chevauchement des temporalités, l'utilisation et la fonctionnalisation d'avatars du passé dans des contextes présents très différents de ceux à partir desquels ils ont été formés, ne sont pas nouveaux en soi. Horkheimer a déjà montré avec justesse que ce processus est récurrent tout au long de l'histoire de la modernisation⁴³. La question qui se pose est donc d'essayer de déceler ici les spécificités d'un nationalisme dans un contexte de crise permanente, d'un nationalisme qui façonne et est en même temps façonné par la conjoncture contemporaine des limites internes du capital.

Un premier pas dans cette direction consiste à garder à l'esprit que même si la mondialisation capitaliste pouvait tenir les promesses de ses apologistes - prospérité, diffusion des démocraties et des valeurs libérales, pacification des conflits internationaux par le biais d'échanges économiques et culturels, etc - cette hypothétique intégration bénéfique ne résoudrait pas le problème de la séparation politique du monde en souverainetés politico-nationales opposées entre elles. Meiksins Wood a très bien saisi cette dimension⁴⁴ : pour une économie de plus en plus intégrée au niveau transnational, il n'existe pas de structure politique transnationale correspondante. Si nous sommes autorisés à utiliser ici la terminologie marxiste classique, il y aurait une incongruité entre une infrastructure capitaliste qui transcende l'État-nation et une superstructure qui le réaffirme étant donné l'impossibilité de surmonter la division politique du système-monde capitaliste. Wood pose donc une question simple mais fondamentale : qui pourrait établir, et de quelle manière, un ordre

43 Horkheimer Max, « Égoïsme et émancipation. Contribution à l'anthropologie de l'âge bourgeois » in *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Gallimard, 1974.

44 Meiksins Wood Ellen, *Império do capital*, Boitempo, 2014.

harmonieux et conventionnel au milieu de la fragmentation du monde en centaines d'États dotés de structures politiques ainsi que de forces militaires inégalement puissantes ? Ou bien, dans des régions du monde où il n'y a même pas d'États, mais plutôt des conflits entre milices et seigneurs de la guerre, par qui une telle ordination peut-elle être produite ? La réponse négative à de telles questions serait la preuve que le récit d'une éventuelle harmonie issue de la mondialisation des capitaux ne serait qu'une chimère. Au contraire, un potentiel de violence - réelle ou menaçante - et d'anarchie ainsi que la possibilité d'une rechute nationaliste à tout moment seraient toujours présents dans le système-monde capitaliste. Un tel diagnostic de Woods, établi au lendemain du 11 septembre 2001, alors que les États-Unis cherchaient simplement à affirmer leur rôle de « gendarme mondial » au nom d'un prétendu « ordre », est encore plus pertinent aujourd'hui dans un monde qui subit toujours les effets de la crise économique de 2008 et où il n'y a plus même l'ombre de la coordination des relations internationales qui semblait exister sous la direction des États-Unis peu après la fin de la guerre froide. La récente montée en puissance politique et militaire de la Russie, en dépit de sa relative faiblesse économique, serait l'archétype de cette « inadéquation » entre le politique et l'économique qui rallume les nationalismes.

En même temps, il est possible de partir de l'observation de Wood pour dévoiler un autre processus. La résilience « atavique » des structures nationales leur offre la possibilité de s'engager non seulement sur la scène internationale, mais aussi de redimensionner et de resignifier la dynamique de la crise économique, sociale et politique dans chaque pays. Cette refunctionalisation de l'idée nationale, même si elle partage un point commun avec les nationalismes et le fascisme présents dans la crise des années 1930, est un phénomène sans précédent et tout à fait différent des exemples du passé. Le nationalisme porte toujours génétiquement une idée de différenciation par rapport à l'autre et, dans ce sens, il a toujours été en relation avec son « en dehors », avec son extérieur. Par conséquent, dans l'histoire, construire la nation - que nous considérons cet acte comme civilisateur ou barbare - a toujours signifié instituer une frontière qui unifie un ensemble donné précisément parce qu'il exclut l'autre.

Les nouveaux nationalismes d'aujourd'hui, comme les formes réactionnaires du nationalisme du passé, reposent sans aucun doute sur cette promotion d'un ensemble national donné au détriment de son extérieur, en s'appuyant sur le sentiment réel d'impuissance et de ressentiment en vigueur. Cependant, il y a un aspect nouveau et crucial dans la vague nationaliste contemporaine, à savoir le fait que, en l'absence de fondations matérielles concrètes qui unifient un ensemble comme dans le passé, l'idée de nation ne peut plus être mobilisée dans le sens d'une contention ou limitation de l'atomisme et de la désocialisation. D'où la situation étrange, mais de plus en plus présente, d'une certaine identité politique de ce groupe national difforme, qui n'est pas la promesse d'une transformation profonde des institutions sociales et économiques, mais de la promotion et de la symbolisation « patriotique » de la logique autophagique

de la lutte de tous contre tous qui est présente depuis longtemps dans notre société⁴⁵. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles, contrairement aux nationalismes arrivés au pouvoir après de profondes ruptures institutionnelles - révolutions, guerres, contre-révolutions -, dans la conjoncture actuelle un tel degré de rupture n'est pas nécessaire. L'adaptation même de l'État et de la sphère politique aux impératifs totalitaires des « marchés » et à la concurrence sans compromis des dernières décennies, une logique qui a démoralisé ce que l'on appelait autrefois la démocratie, a permis à l'autoritarisme en cours d'être déployé à partir des institutions existantes elles-mêmes, ce qui lui permet en outre de mieux gagner du terrain au sein d'une aura de « légitimité ».

Par conséquent, l'enchaînement suivant est consolidé. Face à une crise irréversible du capital, la technologie gouvernementale néolibérale est érigée comme une forme d'administration des individus, ou telle que formulée par Dardot et Laval⁴⁶, le néolibéralisme devient un moyen de gouverner par la crise. Mais puisque cette technologie de gouvernement consiste en un mécanisme quantificateur de la sélection des personnes en fonction d'une rentabilité individuelle de plus en plus difficile à obtenir compte tenu des limites de la valorisation capitaliste elle-même, elle produit une véritable fabrique sociale d'indifférence, de peur et de haine. L'indifférence, car l'intériorisation redoublée du fétichisme exigée par la sociabilité en cours induit le mépris de toutes les valeurs humaines et de toutes les qualités sensibles et concrètes qui ne servent pas directement à l'obtention d'une valeur monétaire abstraite. La peur, parce que la précarité et l'insécurité concernant l'avenir sont devenues une norme inévitable. Et, enfin, la haine - des autres et de soi-même - puisque le culte de la concurrence sans contrôles et contrepoids, en même temps qu'il transforme les autres en ennemis mortels potentiels, normalise également la conviction que les échecs de chacun sont une responsabilité et un blâme exclusif des individus eux-mêmes, ou de certains boucs émissaires⁴⁷.

45 C'est ce qui, à notre avis, rejoint la suggestion de Pierre Sauvêtre formulée dans un débat du GENA que ces nouveaux nationalismes pourraient également être décrits comme une forme de « néolibéralisme identitaire ».

46 Dardot Pierre & Laval Christian, *Ce Cauchemar qui n'en finit pas. L'étrange victoire. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, La Découverte, Paris, 2016

47 Dardot et Laval d'une part, comme Robert Kurz de l'autre, comprennent bien ce point : « Le capitalisme avancé détruit non seulement les structures traditionnelles qui l'ont précédé, en premier lieu la famille, mais également les structures à la création desquelles il a contribué, comme les classes sociales. On assiste à une individualisation radicale qui fait que toutes les formes de crise sociales sont perçues comme des crises individuelles, toutes les inégalités sont rapportées à une responsabilité individuelle » (Dardot Pierre & Laval Christian, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, La Découverte, 2010. p. 335). Ou encore : « L'ordre dominant du système social a été érigé en dogme d'une loi naturelle, au-delà de toute possibilité d'évaluation - par conséquent, la causalité des expériences négatives ne peut tomber que sur les sujets, dans leur existence immédiate. Chacun est coupable de ses propres malheurs ou échecs, mais aussi les crises sociales et les catastrophes ne peuvent être causées que par des personnes ou des groupes subjectivement coupables. L'erreur n'est jamais dans le système lui-même, c'est toujours quelqu'un qui a commis une

Nous avons donc les ingrédients d'une souffrance sociale aiguë. Dans la mesure où une telle souffrance sociale n'est pas rationalisée en se confrontant à ses véritables causes, qui résident dans l'hétéronomie d'une sociabilité qui ne peut être reproduite qu'en poussant à l'extrême des compulsions incontrôlables, elle ne peut que devenir de plus en plus diffuse et indéterminée, réclamant des compensations émotionnelles - des « réponses concrètes », des mesures ayant « un impact » et des « coupables » - qui créent un terrain fertile pour la démagogie du populisme nationaliste.

Si nous ne comprenons pas le néolibéralisme comme une simple idéologie ou une politique spécifique, mais comme un mode de gouvernance de la vie capitaliste en crise permanente, les nouveaux nationalismes autoritaires ne sont pas moins néolibéraux que le cosmopolitisme « démocratique », aujourd'hui fané. Ainsi, les nouveaux nationalismes se montrent encore mieux adaptés pour aller jusqu'au bout d'un tel néolibéralisme. Étant donné que l'horizon de la vie est réduit à un court-termisme hallucinatoire, la politique traditionnelle, basée sur des promesses de plus en plus abstraites et une projection d'un avenir de moins en moins crédibles, aujourd'hui ligotée par la corde tendue du présentisme, s'étouffe⁴⁸. Dans la mesure où elle est fantasmée dans le spectacle d'un prétendu dialogue social qui est en réalité un monologue dont le résultat est presque toujours connu à l'avance, la politique traditionnelle apparaît comme un « luxe » fastidieux, inefficace et faux, ouvrant ainsi la voie à d'autres propositions politiques qui promettent « force » et « agilité ».

En outre, alors que le cosmopolitisme « démocratique » tente de dissimuler ou de minimiser la dure réalité de l'indifférence, de la peur et de la haine, les nouveaux nationalismes populistes prennent au sérieux cette souffrance sociale, non pas parce qu'ils ont l'intention de l'éliminer, mais parce qu'ils proposent de la canaliser, lui donner des formes concrètes et gouverner par ce biais. Horkheimer était très perspicace lorsque, dès les années 1930, il avait noté que la politisation de l'agression latente dans la société bourgeoise n'était pas seulement un moyen de canaliser la colère des masses contre des opposants qui menaçaient réellement ou non les fondements du pouvoir établi⁴⁹. Plus pertinent et actuel est le fait qu'une telle politisation de l'agressivité serait une forme odieuse mais efficace d'égalisation sociale. En dirigeant la colère et la

faute ou un crime » in Kurz Robert, « Populisme hystérique. Confusion des sentiments bourgeois et chasse aux boucs-émissaires », *palim-psao.fr*, 2009, <http://www.palim-psao.fr/article-populisme-hysterique-confusion-des-sentiments-bourgeois-et-chasse-aux-boucs-emissaires-par-robert-kurz-40339574.html>

48 Il est intéressant de noter que dans les années 1940, Schumpeter a pointé vers quelque chose de similaire et que son analyse est toujours actuelle pour mettre en lumière la fragilité du jeu institutionnel des démocraties libérale face à la frénésie utilitaire des sociétés modernes. « Pour les masses, ce sont les considérations à court terme qui comptent (...) du point de vue de l'utilitarisme individualiste, un tel sentiment est, cela va de soi, parfaitement rationnel » in Schumpeter Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1983, p. 174.

49 Horkheimer Max, « Égoïsme et émancipation. Contribution à l'anthropologie de l'âge bourgeois » in *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Gallimard, 1974.

frustration vers ceux qui apparaissent comme des gens étranges, comme des menaces, comme sortant de l'ordinaire ou même ceux qui semblent relativement à l'abri des compulsions sociétales en cours, les démagogues peuvent donner l'impression que personne ne peut échapper à la destructivité générale. En ce sens, il s'agit d'un nivellement, pas évidemment au sens d'une égalité substantive, mais bien au contraire un nivellement de tous les malheurs et mépris produits socialement, qui gratifie perversement les individus en leur montrant qu'il n'y a pas d'alternative à une vie meilleure et différente de la médiocrité de tous les jours, en facilitant le fait que tout reste la même chose. Sans entrer dans les autres caractéristiques spécifiques de chacun des préjugés et des formes de haine qui se multiplient dans la conjoncture actuelle, nous pensons que l'analyse de Horkheimer permet d'apporter un éclairage essentiel sur le développement général de l'hostilité à l'activité artistique et intellectuelle, la persécution de mouvements sociaux, haine des immigrés, racisme contre les noirs, islamophobie, antisémitisme, machisme et homophobie.

Ce qui précède permet de mettre en lumière le fait que les nouveaux nationalismes, ancrés dans un discours « anti-systémique », peuvent être autant ou plus efficaces pour répondre aux exigences du système néolibéral et de sa rationalité, même si leurs dirigeants n'ont pas été soutenus - du moins pas dès le début - par la majorité de l'establishment de leurs pays. Nous avons déjà commenté les exemptions fiscales de Trump pour les grandes entreprises, mais nous pouvons également parler de son attaque contre les soins de santé (Obamacare), mentionner la réforme du travail d'Orban désignée à juste titre par ses opposants comme une forme de semi-esclavage, ou alors évoquer la coalition actuellement au pouvoir en Italie, au sein de laquelle le Mouvement 5 étoiles a même inscrit dans son programme de gouvernement la proposition d'un « Ministère de la promotion de la méritocratie », sans parler du programme économique de Bolsonaro dont la radicalisation du néolibéralisme a coupé le souffle des défenseurs même les plus convaincus du « marché libre ».

Néanmoins, il est également très significatif que même le gouvernement Macron, qui se fait le champion d'un cosmopolitisme « démocratique » et le héraut d'un entrepreneuriat individualiste qui a l'intention de transformer la France en « start up nation », a mobilisé cyniquement les sentiments nationalistes et xénophobes contre les migrants lors du discours national prononcé en réponse au mouvement des Gilets Jaunes le 10 décembre 2019⁵⁰. De même, le ministre de l'Intérieur de l'autrefois tolérante Allemagne, a récemment déclaré que la question des réfugiés était la « mère de tous les problèmes »⁵¹. Sans oublier, bien sûr, toute la xénophobie qui entoure la

50 « Le discours d'Emmanuel Macron face aux « gilets jaunes » », *lemonde.fr*, 10/12/2018, https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/12/10/le-verbatim-de-l-allocation-televisee-du-president-de-la-republique_5395523_823448.html

51 « Allemagne: l'immigration, est « mère de tous les problèmes », dit le ministre de l'Intérieur », *lesoir.be*, 06/09/2018, <https://www.lesoir.be/176934/article/2018-09-06/allemande-limmigration-est-mere-de-tous-les-problemes-dit-le-ministre-de>

rhétorique autour du Brexit. Les lignes de démarcation entre différentes idéologies sont de plus en plus ténues et il existe une conjonction de plus en plus explicite entre le néolibéralisme et le nationalisme autoritaire⁵². Et une telle conjonction ne peut prendre de l'importance que dans la mesure où la logique sécuritaire et répressive apparaît comme le seul pilier possible des formes de sociabilité existantes. L'apologie de « l'ordre », de « l'autorité » et de la « sécurité »⁵³ s'ajoute à un effort de moralisation fondé sur la combinaison de la méritocratie néolibérale avec des valeurs ataviques telles que la famille et la religion.

La peur, la haine et l'indifférence, qui sont les symptômes de l'individualisation généralisée et du caractère de plus en plus abstrait des contacts sociaux, ne peuvent par ailleurs pas être digérées de manière exclusivement individuelle. Ils ont besoin d'une forme collective de débordement, d'incarner dans une forme spécifique leur caractère diffus. Exprimé et promu par l'idée d'une patrie nationale, telle que l'« America first » de Trump ou le « Brésil avant tout et Dieu au-dessus de tous » de Bolsonaro, ce travail est facilité par la mise en avant d'ennemis internes et externes à maîtriser et à réprimer. D'une part, il est demandé que l'État soit dur et violent avec les ennemis supposés de la nation. Dans le cas du Brésil, le choix des populations

52 Pour ne pas mentionner ici le cas de la Chine, qui persiste tragiquement encore à être louée par certains secteurs de la gauche comme une alternative « anti-impérialiste » aux États-Unis. Le développement en cours du système de « ranking social » basé sur les technologies de reconnaissance faciale qui seront obligatoirement instituées en Chine dans les années à venir est la démonstration la plus claire des processus dont nous discutons ici. Un tel système servira non seulement à capturer les présumés criminels, mais aussi à attribuer des notes - c'est précisément cette notation qu'on appelle « ranking social » - à tous les citoyens sur la base d'une enquête surveillée en temps réel sur leur comportement à travers les 600 millions de caméras déjà existantes pour une telle fonction. Ces notes, à leur tour, serviront de référence pour l'octroi d'emplois, de prêts bancaires, de logements, de visas, d'admission aux universités etc. Cette dystopie de contrôle absolu digne de 1984 d'Orwell montre que ce que la Chine « communiste » a l'intention d'organiser et d'institutionnaliser est en réalité la logique néolibérale poussée à sa limite : les individus seront réduits à des simples « capitaux humains » qui seront forcés sous une vigilance totalitaire à se battre pour leur constante auto-valorisation, c'est-à-dire à se battre sans trêves pour l'amélioration d'un score qui sera attribué par le gouvernement à chaque période. Ainsi, la reconnaissance faciale sera utilisée de sorte que chaque personne soit classée selon une « valeur nominale » abstraite et quantitative. Le fait que des députés du parti de Bolsonaro soient allés en Chine pour s'informer sur cette « innovation » en vue de son éventuelle application future au Brésil, montre seulement que la conjonction entre néolibéralisme et autoritarisme est transversale au rideau de fumée que sont les différentes idéologies promues par les États, voir à ce sujet: « Bancada do PSL vai à China importar sistema que reconhece rosto de cidadãos », *noticias.uol.com*, 2019, <https://noticias.uol.com.br/politica/ultimas-noticias/2019/01/16/bancada-do-psl-vai-a-china-para-importar-tecnicas-de-reconhecimento-facial.htm?fbclid=IwAR2WHZeVfotq-IRKuW1sFCEdB-VSdjMtQYGXu68bkWmwPoVZ4CqXXQ9wOBY>

53 C'est pourquoi, contrairement à l'austérité imposée aux services publics en général, les budgets de l'armée et de la sécurité ont, à l'opposé, augmenté de façon globale. Pour une analyse détaillée de la question dans le cas français, voir Serfati Claude, « La défense, un avantage compétitif de la France dans l'Union européenne », *contretemps.eu*, 2018, <https://www.contretemps.eu/defense-armee-france-europe/>

autochtones comme ennemis nationaux rejoint complètement la logique de « l'accumulation par dépossession », démolissant toute fantaisie écologique ou humaniste qui pourrait la gêner. D'autre part, lorsque ce même État, dans le cas de Trump et Bolsonaro, propose de légaliser les armes pour tous les citoyens, il finit par illustrer la raison néolibérale elle-même poussée à l'extrême par son agressivité : l'individualisation et la privatisation des moyens de violence. Si le prix à payer pour tenter d'assimiler l'existence humaine à la logique du capital en crise est la généralisation de la guerre civile et la suppression du caractère dialogique de la politique, le nationalisme autoritaire est plus équipé que ses idéologies concurrentes pour mener un tel match, à la fois discursivement et concrètement⁵⁴.

En outre, la vague autoritaire apparaît également plus appropriée pour traiter la superfluité structurelle qui accompagne la contradiction en tant que procès du capital. Si la modernisation nationale n'a jamais cessé de produire ses exclus, à qui on a presque toujours demandé d'attendre le jour où, finalement, le « progrès » et le « développement » les embrasseraient, il apparaît maintenant de manière de plus en plus explicite que, face à la course à la « sélection » et à l'« exclusion » néolibérale, le nombre de personnes laissées sur le bord de la route, voire incapables de commencer la course, ne fait que croître. Que faire alors de ceux dont le travail n'est plus exploitable et qui ne peuvent même pas simuler leur auto-valorisation en tant que « capital humain », mais qui en revanche sont privés de toute autre forme d'existence que celle fondée sur l'argent et la valeur ?

Dans un capitalisme qui, face à ses limites, intensifie encore le culte du travail et de la production pour la production - même dans la forme individualisante des entreprises de soi-même - ceux qui ne peuvent pas, même potentiellement, entrer comme marchandises dans le jeu de l'abstraction et de l'égalisation de la valeur ne peuvent être considérés qu'avec étrangeté, comme une différence absolue et donc comme une menace. D'où l'intensification de l'administration répressive et criminalisante des superflus, de l'administration des personnes jetables au regard des conditions économiques et sociales existantes, facteurs qui permettent au nouveau nationalisme d'acquérir un sens supplémentaire. Au nom des « valeurs nationales », les personnes rangées dans la catégorie de la « menace externe », représentée par exemple sous les traits de l'immigration et des réfugiés, sont décrétés comme étant « incompatibles », « inassimilables » ou même désignées directement comme des « animaux » ou des « scories humaines », au même titre que celles subsumées sous la « menace interne », par exemple les jeunes sans aucune perspective d'emploi parqués

54 Pour une bonne analyse de l'idéologie sous-jacente à l'extrême droite brésilienne actuellement au gouvernement, voir Catalani Felipe, « Aspectos ideológicos do bolsonarismo », *blogdaboitempo.com.br*, 2018, <https://blogdaboitempo.com.br/2018/10/31/aspectos-ideologicos-do-bolsonarismo/> Voir Carvalho Fred Lyra de, « Crise: entre o comum, o sentido, o governo, o motim e a comuna », *Revista Maracanan*, n. 18, 2018 pour une réflexion bien faite sur la place de la violence dans la politique contemporaine.

à la périphérie des villes.

La communauté nationale s'imagine alors comme la collectivité de ceux qui restent - ou semblent rester - intégrés, projetant en eux-mêmes une victoire supposée sur les êtres humains « vaincus », étant donné que ces derniers sont indésirables pour le capital.

Cependant, cela ne doit pas occulter le fait que, comme le montre très bien Achille Mbembe dans *Critique de la raison nègre*⁵⁵, la jetabilité et la vulnérabilité tendent à devenir une condition universelle des êtres humains. Ainsi, le rejet qui frappe ceux qui sont marqués par l'exclusion constitue aussi une extériorisation d'un fantôme qui entoure ceux dont l'inclusion semble revêtir un caractère de plus en plus provisoire et incertain. En tout cas, c'est dans ce processus de déshumanisation meurtrière et de séparation forcée que les populistes de droite forgent leur identité, tout en essayant de donner plus de continuité aux dispositifs de contrôle physique des êtres humains qui se sont développés partout indépendamment du gouvernement en service. Parallèlement à la suppression de toutes les frontières qui séparaient encore certains territoires et certaines dimensions de la vie de la logique du capital, la société crée maintenant de nouvelles frontières, barrières, murs, systèmes de sécurité publics et privés sophistiqués pour isoler et contenir les êtres humains de manière policière et militaire. En reprenant Mbembe⁵⁶, cela nous semble être le sens de son concept de frontisation, c'est-à-dire de formes nouvelles et plus globales de confinement et de contrôle des individus qui reposent sur le « rêve d'une sécurité sans faille, qui exige non seulement surveillance systématique et totale mais aussi expurgation » et qui « est symptomatique des tensions structurelles qui, depuis des décennies, accompagnent notre passage à un nouveau système technique plus automatisé, plus réticulaire et en même temps plus abstrait, fait de multiples écrans - numérique, algorithmique, numineux »

Enfin, si d'un côté les perspectives de luttes et des mouvements sociaux cherchant à combattre un tel cadre et évoluant dans une direction émancipatrice semblent extrêmement limitées, de l'autre, la dureté et la brutalité de la conjoncture actuelle peuvent aider à chercher de nouveaux chemins et à démystifier les pratiques et les idées qui emprisonnent la pensée de gauche. En particulier, la critique du nouveau nationalisme de droite par le biais de la défense d'un nationalisme de gauche « authentique et populaire », ou en tant que « populisme de gauche »⁵⁷, non seulement manque la cible, mais légitime également, indépendamment des intentions, le même

55 Mbembe Achille, *Critique de la raison nègre*, La Découverte, 2013.

56 Mbembe Achille, « La démondialisation », *esprit.presse.fr*, 2018, <https://esprit.presse.fr/article/achille-mbembe/la-demondialisation-41829>

57 Comme le propose par exemple Chantal Mouffe. Voir Mouffe Chantal, « Diante do avanço do populismo de direita, "o único caminho é desenvolver um populismo de esquerda". Entrevista com Chantal Mouffe », *ihu.unisinos.br*, 2018, <http://www.ihu.unisinos.br/78-noticias/584930-diante-do-avanco-do-populismo-de-direita-o-unico-caminho-e-desenvolver-um-populismo-de-esquerda-entrevista-com-chantal-mouffe>

cadre de références qui devrait être critiqué. Ces positions, tout en perpétuant et en s'appuyant sur le fétiche de la politique, ignorent la dynamique de fond fétichiste qui a bloqué la politique telle qu'elle existait autrefois. Ainsi, la logique souverainiste du combat pour les États-nationaux comme tels, quels que soient le sens qu'elle ait pu avoir dans le passé et les émotions qu'elle peut encore mobiliser à présent, ne peut que conduire aujourd'hui au cul-de-sac consistant à proposer différentes formes de gestion de la même crise du capitalisme.

C'est précisément le fait que l'État national a perdu toute capacité à structurer le social autour d'un « projet » de développement tout en apparaissant de plus en plus comme la dernière médiation au sein de l'effondrement social qui doit être dénoncé et thématiqué pour rendre possible la recherche d'alternatives efficaces.

Sans ce point de vue, la lutte pour l'hégémonie devient au mieux une évaluation abstraite et anhistorique des rapports de force (pour quoi faire exactement ?), et au pire tend à rapprocher transversalement et dangereusement la gauche de la démagogie populiste de droite. Si le concept d'hégémonie a toujours un sens pour penser la lutte visant à surmonter l'état actuel des choses, cela requiert nécessairement la critique négative des catégories structurantes du capital - marchandise, valeur, travail abstrait ainsi qu'État - afin que dans la lutte pour les surmonter, nous puissions proposer de nouvelles formes de vie et d'existence en commun. Sans minimiser l'adversité du contexte dans lequel nous sommes tous empêtrés et tout en ayant conscience de la nature collective de cette tâche, je crois que c'est le seul moyen de donner de la cohérence et de l'intelligibilité aux luttes qui se poursuivent et se poursuivront, y compris les luttes les plus immédiates.

6- Bibliographie

Anderson Benedict, *L'imaginaire national*, La Découverte, 2006.

« Allemagne: l'immigration, est «mère de tous les problèmes», dit le ministre de l'Intérieur » , *lesoir.be*, 06/09/2018, <https://www.lesoir.be/176934/article/2018-09-06/allemande-limmigration-est-mere-de-tous-les-problemes-dit-le-ministre-de>

« Bancada do PSL vai à China importar sistema que reconhece rosto de cidadãos », *noticias.uol.com*, 2019, <https://noticias.uol.com.br/politica/ultimas-noticias/2019/01/16/bancada-do-psl-vai-a-china-para-importar-tecnicas-de-reconhecimento-facial.htm?fbclid=IwAR2WHZeVfotq-IRKuW1sFCEdB-VSdjMtQYGXu68bkWmwPoVZ4CqXXQ9wOBY>

Botelho Maurilio Lima, « Crise do trabalho hoje: desenvolvimento tecnológico, instabilidade do emprego e crise do capitalismo » in *Acesso Livre*, n.5, 2016.

Böttcher Herbert, « Alguma coisa segue seu curso ou: o apito final que ninguém quer ouvir », 2018, http://www.obeco-online.org/herbert_bottcher3.htm

Brenner Robert, *O Boom e a Bolha: Os Estados Unidos na Economia Mundial*, Record, 2003.

Carvalho Fred Lyra de, « Crise: entre o comum, o sentido, o governo, o motim e a comuna », *Revista Maracanan*, n. 18, 2018.

Catalani Felipe, « Aspectos ideológicos do bolsonarismo », *blogdaboitempo.com.br*, 2018, <https://blogdaboitempo.com.br/2018/10/31/aspectos-ideologicos-do-bolsonarismo/>

Chesnais François, « O capitalismo encontrou limites intransponíveis? », 2017, http://www.ocomuneiro.com/nr24_01_FrancoisChesnais.html

Chesnais François. « Les dimensions financières de l'impasse du capitalisme. », *alencontre.org*, 2017, <http://alencontre.org/economie/les-dimensions-financieres-de-limpasse-du-capitalisme-i.html>

Chesnais François, « Etats-Unis. Les vantardises de Trump. Or, une nouvelle crise financière guette », *alencontre.org*, 2018, <https://alencontre.org/ameriques/americonord/usa/etats-unis-les-vantardises-de-trump-or-une-nouvelle-crise-financiere-guette.html>

Collins Randall « The end of middle class work: no more escapes. » in Wallerstein Immanuel (dir.), *Does capitalism have a future?*, Oxford University Press, 2013.

Dardot Pierre & Laval Christian, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, La Découverte, 2010.

Dardot Pierre & Laval Christian, *Ce Cauchemar qui n'en finit pas. L'étrange victoire. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, La Découverte, Paris, 2016.

Dardot Pierre & Laval Christian, « Anatomie du nouveau libéralisme », *reflexions-echanges-insoumis.org*, 2019, <http://reflexions-echanges-insoumis.org/anatomie-du-nouveau-neoliberalisme/>

Feldmann Daniel Augusto, « D. A. Utilitarismo e racionalidade em Schumpeter, Keynes e Hayek: uma visão crítica » in *Revista da sociedade brasileira de economia política*, n. 42, 2015.

Feldmann Daniel Augusto, « Impasse brasileiro: o desmonte como projeto », *Nuestra America XXI*. Grupo de trabalho CLACSO. Crisis y Economía Mundial, 2017, <http://rebellion.org/docs/227823.pdf>

Feldmann Daniel, « A crise contemporânea do capitalismo: reflexões a partir de um debate com as abordagens sistêmicas de Arrighi, Fiori e Wallerstein. » in *Economia e Sociedade*, Campinas, 2019.

Gorz André, *Ecologica*, Éditions Galilée, 2007.

Harvey David, *Le nouvel impérialisme*, Les Praires Ordinaires, 2010.

Hobsbawm Eric, *A era dos extremos: o breve século XX. 1941-1991*, São Paulo: Companhia das Letras, 1995.

Horkheimer Max, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Gallimard, 1974.

Jappe Anselm, *La société autophage: Capitalisme, démesure et autodestruction*, La Découverte, 2017.

Kurz Robert, *O colapso da modernização: da derrocada do socialismo de caserna à crise da economia mundial*, Paz e Terra, 1993.

Kurz Robert, « Populisme hystérique. Confusion des sentiments bourgeois et chasse aux boucs-émissaires », *palim-psao.fr*, 2009, <http://www.palim-psao.fr/article-populisme-hysterique-confusion-des-sentiments-bourgeois-et-chasse-aux-boucs-emissaires-par-robert-kurz-40339574.html>

« Le discours d'Emmanuel Macron face aux « gilets jaunes » », *lemonde.fr*, 10/12/2018, https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/12/10/le-verbatim-de-l-allocution-televisee-du-president-de-la-republique_5395523_823448.html

Marcuse Herbert, « Aggressiveness in advanced industrial society » , *marxists.org* , <https://www.marxists.org/reference/archive/marcuse/works/aggressiveness.htm>

Mbembe Achille, *Critique de la raison nègre*, La Découverte, 2013.

M b e m b e A c h i l l e , « La démondialisation », *esprit.presse.fr*, 2018 , <https://esprit.presse.fr/article/achille-mbembe/la-demondialisation-41829>

Meiksins Wood Ellen, *Império do capital*, Boitempo, 2014.

Marx Karl, *Le Capital. Critique de l'économie politique. Livre premier. Le procès de production du capital*, Quadrige/PUF, 1993

Marx Karl, *Le Capital. Livre II et III*, Folio, 2013.

Marx Karl, *Manuscrits de 1857 - 1858 dits "Grundrisse"*, Éditions Sociales, 2011.

Marx Karl, *Fondements de la critique de l'économie politique [Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie, 1857-1858]*, Tome 2, Anthropos, 1967.

Mouffe Chantal, « Diante do avanço do populismo de direita, "o único caminho é desenvolver um populismo de esquerda". Entrevista com Chantal Mouffe », *ihu.unisinos.br*, 2018, <http://www.ihu.unisinos.br/78-noticias/584930-diante-do-avanco-do-populismo-de-direita-o-unico-caminho-e-desenvolver-um-populismo-de-esquerda-entrevista-com-chantal-mouffe>

Oliveira Francisco de, *Crítica à razão dualista. O ornitorrinco*, Boitempo, 2003

Polanyi Karl, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1972.

Polanyi Karl, *Essais*, Seuil, 2008

Postone Moishe, « Histoire et impuissance politique : mobilisation de masse et formes contemporaine d'anticapitalisme » , *palim-psao.fr*, 2017, <http://www.palim-psao.fr/2017/04/histoire-et-impuissance-politique-mobilisation-de-masse-et-formes-contemporaines-d-anticapitalisme-par-moishe-postone.html>

« Qu'est-ce que les commodities ? », 2013, *andlil.com*, <https://www.andlil.com/definition-de-commodities-132089.html>

Rifkin Jérémy, *La nouvelle société du coût marginal zéro : L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme*, Babel, 2016.

Sauvêtre Pierre, « Libéralisme et fascisme : assiste-t-on à un moment polanyen ? »
 ☒ Intervention orale, Reunión dGENA, 5/12/2018.

Schumpeter Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1983.

Schwarz Roberto, « Fim de século », 1994, <http://dtllc.fflch.usp.br/sites/dtllc.fflch.usp.br/files/Schwarz%20-%20Fim%20de%20seculo.pdf>

Serfati Claude, « La défense, un avantage compétitif de la France dans l'Union européenne », *contretemps.eu*, 2018, <https://www.contretemps.eu/defense-armee-france-europe/>

Streeck Wolfgang, « Como vai acabar o capitalismo? O epílogo de um sistema em desmantelo crônico », *piaui.folha.uol.com*, 2014, <https://piaui.folha.uol.com.br/materia/como-vai-acabar-o-capitalismo/>

Trenkle Norbert, « Workout. The crisis of labor and the limits of capitalist society », Keynote Lecture at the International Conference « Rethinking the future of work », 27-28/04/2018, ICUB Research Institute of the University of Bucharest, *krisis.org*, <http://www.krisis.org/2018/workout-the-crisis-of-labor-and-the-limits-of-capitalist-society-text-and-video/>

Vincent Jean-Marie, *Les mensonges de l'État*, Le Sycomore, 1979.

Vincent Jean-Marie, *Critique du travail: Le faire et l'agir*, Presses Universitaires de France, 1987.